

24  
MARS  
2019

# MANIFESTATION

CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE  
ICI ET AILLEURS



MÉTRO SAINT-LAURENT  
14H00

[manifcontrelracisme.org](http://manifcontrelracisme.org)

24  
MARS  
2019

# MANIFESTATION

CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE  
ICI ET AILLEURS



MÉTRO SAINT-LAURENT  
14H00

[manifcontrelracisme.org](http://manifcontrelracisme.org)

Le 12 novembre 2017 et le 7 octobre 2018, deux grandes manifestations antiracistes ont attiré des milliers de personnes dans les rues de Montréal afin de dénoncer le racisme qui devient de plus en plus normalisé au sein de notre société, et de dénoncer à la fois le discours raciste, islamophobe, xénophobe, colonialiste, misogynne, homophobe et transphobe de notre gouvernement et des groupes d'extrême-droite québécoises. Voilà pourquoi il faut reprendre la mobilisation massive, en commençant par une troisième grande manifestation populaire dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination du racisme (de la discrimination raciale).

Le contexte est d'autant plus urgent étant donné les intentions et annonces récentes du gouvernement de la CAQ, qui semble déterminé à interdire les signes religieux dans les services publics, en ciblant particulièrement les enseignantes musulmanes voilées qui travaillent dans le système scolaire public. Nous revendiquons l'autonomie et le droit des femmes de s'habiller comme elles veulent sans devoir se justifier auprès de quiconque !

Parallèlement, le gouvernement québécois a annoncé que son administration souhaitait annuler plus de 18 000 dossiers de demandes de résidence permanente en cours (projet de loi 9) afin d'adopter un système « plus sélectif ». Ce projet de loi affecte en fait plus de 54 000 personnes. Nous dénonçons catégoriquement ces mesures! Nous les dénonçons d'autant plus fortement que pendant que le gouvernement québécois bouleverse les vies de milliers de personnes établies ici-même, Legault se pavane à Paris dans l'espoir d'attirer des Français-e-s qui sauront, selon lui, mieux répondre aux besoins de l'économie.

Cet événement se veut un événement non-partisan. Nos revendications, ainsi que la nature même des luttes antiraciste et antifasciste, ne se limitent ni à un gouvernement ou parti en particulier, ni au système politique parlementaire/électoral en général.

Nous reconnaissons que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel de la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk).

Le 12 novembre 2017 et le 7 octobre 2018, deux grandes manifestations antiracistes ont attiré des milliers de personnes dans les rues de Montréal afin de dénoncer le racisme qui devient de plus en plus normalisé au sein de notre société, et de dénoncer à la fois le discours raciste, islamophobe, xénophobe, colonialiste, misogynne, homophobe et transphobe de notre gouvernement et des groupes d'extrême-droite québécoises. Voilà pourquoi il faut reprendre la mobilisation massive, en commençant par une troisième grande manifestation populaire dans le cadre de la journée internationale pour l'élimination du racisme (de la discrimination raciale).

Le contexte est d'autant plus urgent étant donné les intentions et annonces récentes du gouvernement de la CAQ, qui semble déterminé à interdire les signes religieux dans les services publics, en ciblant particulièrement les enseignantes musulmanes voilées qui travaillent dans le système scolaire public. Nous revendiquons l'autonomie et le droit des femmes de s'habiller comme elles veulent sans devoir se justifier auprès de quiconque !

Parallèlement, le gouvernement québécois a annoncé que son administration souhaitait annuler plus de 18 000 dossiers de demandes de résidence permanente en cours (projet de loi 9) afin d'adopter un système « plus sélectif ». Ce projet de loi affecte en fait plus de 54 000 personnes. Nous dénonçons catégoriquement ces mesures! Nous les dénonçons d'autant plus fortement que pendant que le gouvernement québécois bouleverse les vies de milliers de personnes établies ici-même, Legault se pavane à Paris dans l'espoir d'attirer des Français-e-s qui sauront, selon lui, mieux répondre aux besoins de l'économie.

Cet événement se veut un événement non-partisan. Nos revendications, ainsi que la nature même des luttes antiraciste et antifasciste, ne se limitent ni à un gouvernement ou parti en particulier, ni au système politique parlementaire/électoral en général.

Nous reconnaissons que nous nous trouvons sur le territoire traditionnel de la nation Kanien'kehá:ka (Mohawk).